

# La gauche marocaine : une crise de projet

samedi 24 novembre 2007, par [LOTFI Chawqui](#) (Date de rédaction antérieure : novembre 2007).

## Sommaire

- [L'échec du processus démocratique](#)
- [Gauche institutionnelle et \(...\)](#)
- [Les responsabilités des \(...\)](#)
- [Fin d'un cycle : redéfinir \(...\)](#)

Le processus politique et électoral récent témoigne de l'échec d'un certain nombre d'orientations à gauche, qui ont structuré les divisions du mouvement progressiste et démocratique. Les raisons de cet échec ne sont pas similaires et n'ont pas la même signification, mais un examen lucide des différentes stratégies politiques est la condition pour redéployer un nouveau cours politique.

## L'échec du processus démocratique

La stratégie consistant à développer un processus cumulatif de réformes politiques aboutissant pour les uns à un rééquilibrage des pouvoirs, une démocratisation des institutions et pour d'autres, l'affirmation d'un Etat de droit souverain où la monarchie règne sans être la principale force gouvernante, a signé ou confirmé son acte de décès.

Pour plusieurs raisons convergentes :

a) Le processus démocratique a été surtout conçu comme le cadre d'une lutte institutionnelle devant aboutir à un compromis historique positif entre la monarchie et les forces issues du mouvement national. Dans la réalité la lutte institutionnelle s'est rapidement reconvertie en une acceptation des institutions et le compromis s'est révélé une compromission dans la mesure où les ex partis d'opposition n'ont plus posé de conditions minimales à la participation gouvernementale et parlementaire, où plutôt ils ont accepté, d'une manière unilatérale, les conditions du pouvoir. Le gouvernement dit d'alternance, la participation ministérielle à partir de 2002, la nature des propositions contenues dans les projets électoraux témoignent de cette makhzenisation irréversible. Il n'est plus question de réforme constitutionnelle, ni question de développer une orientation sociale et économique même en rupture partielle avec le libéralisme. Les partis de l'opposition historique sont devenus des partis organiques du pouvoir, la reproduction de leurs appareils d'élus étant tributaire des mécanismes de la démocratie de façade et du renouvellement de leurs allégeances. Une page s'est définitivement close. Ces partis ne peuvent plus être conçus comme des partis de gauche ou nationaux démocratiques.

b) La gauche démocratique réformatrice connaît un parcours similaire. Elle ne présente pas de divergence stratégique fondamentale avec la première orientation. L'idée de fond est que le processus démocratique est l'objet d'un contrat évolutif et consensuel en acceptant les limites posées par le pouvoir. Il s'agit de donner une impulsion à la « transition démocratique » déjà amorcée. La participation institutionnelle reste le cœur de cette démarche politique. Au fond l'idée est toujours que l'on peut peser dans le sens des réformes de l'intérieur. Comme s'il suffisait d'avoir un bon résultat électoral et une bonne volonté royale pour que les blocages soient levés. On trouve

cette curieuse idée que la monarchie serait plus enclin à des réformes mais que l'obstacle réside dans la collusion d'intérêts qui donnent une inertie au makhzen politique et économique. A défaut de changer radicalement les règles du jeu, il s'agit plutôt de convaincre que c'est dans l'intérêt même de la monarchie que cette dernière soit une force motrice de la démocratisation et de s'allier avec les forces progressistes. Au fond la gauche démocratique souhaite réoccuper l'espace vacant laissé par l'évolution sociale libérale de l'USFP sur la base de la même stratégie de « compromis historique » qui a abouti à l'échec.

Dans les deux cas, les justifications idéologiques ne manquent pas : la nécessité de ne pas laisser le terrain électoral aux seules forces réactionnaires, de contrer la poussée du mouvement islamiste, la nécessité d'utiliser toutes les marges légales, la nécessité de tenir compte des rapports de force etc..... Mais le défaut majeur de ces orientations est d'écarter une question fondamentale : Participer aux institutions pour faire quoi ? Le seul acte concret qui compte est que toutes les forces impliquées dans ce processus ont accepté de gérer le système, sans jamais s'opposer dans leurs votes, aux directives royales qui façonnent l'orientation sociale, économique et politique du pays. Le problème, on le voit bien, ne se réduit pas à la question de la participation électorale ou non. Dès lors peut-on réellement parler d'opposition ?

### **Gauche institutionnelle et légitimation du pouvoir**

Sans doute par le passé, à certains moments, le rapport entre le palais et le mouvement national et la gauche ont été conflictuels. Mais cette période est révolue. Qui aujourd'hui défend dans ces formations, qu'elles soient sociale libérale ou réformistes, la perspective d'une monarchie qui règne mais ne gouverne pas ? D'une plateforme politique qui conditionne une participation parlementaire et/ou gouvernementale à des réformes préalables ? D'une orientation qui tourne le dos au libéralisme sauvage et s'appuie même sous des formes limitées sur une mobilisation populaire ? Il s'agit plutôt pour les uns d'un arrimage sans limites au pouvoir et pour d'autres d'un réformisme sans réformes.

Cette évolution doit être soigneusement analysée :

- a) La participation institutionnelle, quand elle est au cœur de la stratégie politique, amène fondamentalement à accepter les règles du jeu définies par l'adversaire, à jouer sur son terrain, en échange de miettes symboliques et de privilèges de fonctions : l'accord explicite et implicite étant de ne jamais dépasser les lignes rouges de la légitimation du pouvoir royal, et de ses directives.
- b) Cette participation institutionnelle devient elle-même le moyen décisif de la reproduction des élites, des cadres du parti, des notables de la démocratie de façade.
- c) Elle est un des facteurs majeurs de la distanciation des partis des classes populaires et des mobilisations sociales. La participation institutionnelle implique une seule allégeance : aux intérêts des classes dominantes et de leur pouvoir. Qui peut sérieusement penser que l'enceinte parlementaire peut être une tribune de contestation des choix dominants ou bien un moyen de relayer les aspirations sociales et démocratiques ? Que l'on cite une seule mesure, une seule réforme en faveur des masses populaires qui a été votée ces trente dernières années ?
- d) Elle donne et c'est son seul intérêt pour la dictature, une légitimité politique formelle permettant de masquer la centralité du pouvoir, de diluer les responsabilités, d'obtenir un consensus politique pour une politique de destruction des acquis sociaux et de restriction des libertés.

Il faut bien avoir en tête les raisons pour lesquelles les élections ne sont rien d'autre qu'une pièce de

théâtre orchestré de A à Z par qui de droit... La monarchie constitutionnelle n'est rien d'autre que la constitutionnalisation de la monarchie et non pas un mixte entre monarchie et démocratie parlementaire. Ceux qui pensent qu'une transition démocratique est possible d'en haut tendent à considérer le système politique perméable aux pressions sociales, capable d'auto réformes. Or cela n'est pas le cas car le problème ne se réduit pas à l'exercice d'un pouvoir personnel légitimé par la constitution : la monarchie est bien plus que cela. Elle est la clef de voûte d'une domination politique et sociale concentrant les intérêts fondamentaux des classes dominantes locales et internationale dans une formation sociale où les rapports de classe sont régis par la surexploitation et la marginalisation. Cela est encore plus vrai sous l'impact de l'insertion dans la mondialisation capitaliste : les exigences de l'impérialisme, les restructurations sociales et économiques néo libérales exigent une gestion sécuritaire de l'espace public et une offensive sans précédent contre les classes populaires. Ce système ne peut se reproduire qu'à une seule condition : rendre impossible ou neutralisable les contestations sociales et démocratiques, éviter la cristallisation d'un espace politique où le pluralisme politique reflète les contradictions sociales. L'ensemble des institutions, pas seulement le gouvernement et le parlement, n'ont pas d'autres fonctions que de mettre en œuvre la guerre sociale et d'étouffer toute perspective de démocratisation. On voit bien que le problème ne se réduit pas à l'existence d'un « makhzen économique », d'une « économie de rente » qu'il suffirait de déconcentrer, de reformer, de la corruption qu'il faut assainir mais bien d'une logique globale : celle d'un développement capitaliste sauvage et maffieux. On voit bien que le problème ne se réduit à une participation critique aux institutions dans la mesure où ces dernières n'ont pas d'autres raisons d'être que de reproduire l'ordre social et politique dominant.

Dans ce cadre, les élections ne peuvent déboucher que sur des gouvernements et parlements légitimistes, incapables de développer une orientation autonome même partielle. Tous les partis ont intégré, comme point de départ, le principe de la gestion du système. Du point de vue du pouvoir, le seul enjeu était d'assurer une participation massive et d'éviter des fraudes excessives. Ce qui aurait permis de véhiculer l'illusion d'élections démocratiques. Dans le cadre strictement défini par la monarchie. Quelqu'ils soient, ils ont été et seront les exécuteurs dociles d'une politique antipopulaire dictée en haut lieu. C'est la raison même de la perte de leur crédibilité. La démocratie de façade est prisonnière d'une contradiction : servant de tampon entre le pouvoir réel et la population, visant à masquer la responsabilité directe du palais dans la situation sociale et économique, elle a une utilité seulement si elle conserve un minimum de crédibilité. Il s'agit, à chaque fois de faire semblant de faire du neuf sans que rien ne change. Le gouvernement d'alternance mettant aux affaires l'opposition historique, le gouvernement dirigé par des pseudo technocrates, la mise en orbite de nouvelles formations comme le pjd, rien n'y fait : tous n'arrivent pas à donner un second souffle à la démocratie de façade. Le pouvoir est en partie prisonnier de cette contradiction : il ne peut imposer une dictature ouverte sans risque à moyen terme d'isolement international et de polarisation sociale et politique ouvertement anti monarchiste et il ne peut accepter des « concessions démocratiques » qui ouvriraient un espace politique aux mobilisations. Dans la conjoncture politique actuelle, d'une certaine manière, il s'agit d'un demi échec du pouvoir. Ce dernier aurait préféré un consensus politique avalisé et légitimé électoralement pour mener une politique que tout indique sera marquée par un démantèlement en règle des acquis sociaux et une nouvelle vague de contre réformes. Il est fort possible, que dans ce contexte, le durcissement autoritaire, tant le vernis démocratique craque de partout, soit la seule option possible. En même temps, le pouvoir peut se targuer d'avoir mené des élections relativement transparentes, d'avoir fait la démonstration de sa maîtrise du phénomène islamiste, d'avoir un large consensus politique autour de l'acceptation de « l'économie de marché libérale », toutes choses qui lui permettront un appui décisif de la part des impérialismes et une couverture à sa politique autoritaire.

## Les responsabilités des courants anticapitalistes

On peut se féliciter du taux d'abstention élevé, du désaveu populaire de la classe politique. Pour autant, la gauche radicale a montré sa faiblesse politique et sociale et connaît également une crise larvée qui peut aboutir à un reflux généralisé.

### **a) La dégénérescence du Parti de l'avant-garde démocratique socialiste**

Le PADS n'est pas à proprement parler un courant anticapitaliste malgré sa rhétorique socialiste. Pourtant ce parti est né d'un refus du processus démocratique tel que le définissait l'opposition traditionnelle. Ce positionnement et le maintien pendant plus de 20 ans d'une attitude de boycott et de refus de la mascarade électorale témoignaient d'une radicalité comparée à l'évolution du reste de la gauche institutionnelle. Aujourd'hui, le PADS a rejoint, dans un virage à 180 degrés, les positions opportunistes les plus affadies, acceptant une plateforme unitaire vaguement réformiste. Ce tournant a plusieurs causes : certaines renvoient au cœur des conceptions traditionnelles de ce parti, qui sont celle de la construction d'un front national démocratique avec des courants oppositionnels plus ou moins autonomes de la direction de l'USFP. Il va de soi que le PADS s'est trouvé confronté à un problème d'espace politique : sur sa gauche, la voie démocratique est plus crédible et représente une force plus significative, sur sa droite la coalition unitaire (PSU, CNI), occupant le terrain de la lutte pour des réformes politiques et contrôlant de fait le terrain syndical ou de celui de la société civile, laissait à son tour peu d'espace. Rajoutant aussi, la perte de substance militante, l'intégration de nombreux cadres dans des appareils bureaucratiques, l'analyse défaitiste des rapports de forces avec le problème clef (au moins pour ceux qui sont concernés) de l'avenir politique d'une direction qui ne s'est jamais renouvelée. Il n'en reste pas moins que cette évolution témoigne des pressions droitières qui agitent tout le champ politique.

### **b) La voie démocratique : crise de perspectives ?**

Elle a eu une analyse correcte du processus politique et électoral qu'elle a refusé de cautionner et nous partageons l'essentiel de ses critiques. Reste que ce même processus interroge la stratégie de ce mouvement depuis sa naissance. La VD a défendue (un double) projet politique de construction d'une alternative : celui d'un bloc démocratique radical et d'un parti de la classe ouvrière. Sur les deux aspects, il y a une crise et une impasse majeure.

1) *La question du bloc démocratique* : il s'agissait de regrouper l'ensemble des forces démocratiques qui se battaient pour un changement constitutionnel, refusait l'alternance sans changement et la mainmise du makhzen sur tous les aspects de la vie sociale, politique, économique. Même si ces objectifs pouvaient être traversés par des options politiques différentes (rééquilibrage du pouvoir, démocratie parlementaire ou état de droit, démocratie ouvrant la voie à une perspective socialiste..), l'essentiel était de forger une alliance qui permet de donner une expression politique à la contradiction entre les classes populaires et le pouvoir dominant. Dans l'esprit des camarades, il y avait, même d'une manière limitée et contradictoire, un processus de radicalisation d'une fraction des partis de la gauche historique. Et au moment où s'élaboraient cette orientation, à la fin des années 80/début 90 la situation politique semblait marquée par un isolement du régime ( émeutes de 90, menace d'appel à la grève générale de la CDT, parution de notre ami le roi, contestation de masse de la position du régime pendant la guerre du golfe, effondrement des dictatures à l'échelle internationale.. ;). Serfaty à l'époque, mais aussi l'ensemble des cadres sortis de prison qui allait fonder la voie, partageait l'idée de la possibilité d'une « brèche » ou d'une percée « démocratique et tiraient aussi, à partir de leurs propres expériences, une réévaluation critique de la question démocratique et du rapport entre le mouvement marxiste léniniste et les courants liés au mouvement national. Un autre argument de poids était avancé : la profondeur de la crise et l'impact

de la mondialisation se traduisait aussi par une paupérisation des classes moyennes et des secteurs populaires qui constituaient les bases sociales de ces partis : ces derniers ne pouvaient rester insensibles à la pression sociale et démocratique qui se manifestait. S'ouvraient un processus de radicalisation politique et c'était la responsabilité des militants révolutionnaires de l'encourager, d'une manière non sectaire. La question du bloc démocratique renvoie à une analyse de la dynamique sociale et politique qui en apparence sembler coller à la réalité. Qui peut oublier la déclaration d'Amaoui sur la monarchie qui règne mais ne gouverne pas ? Les positions critiques de la jeunesse ittihadie, le mémorandum de la koutla et son refus dans un premier temps d'accepter une responsabilité gouvernementale sans condition ? le refus par la suite de l'OADP et d'une série de courants de l'alternance, les scissions au sein de l'USFP. Mais en apparence seulement, la réalité fut plus complexe et à vrai dire sensiblement différente :

- La radicalisation sociale et politique des classes moyenne et de la petite bourgeoisie a été canalisée principalement par la mouvance islamiste.

- Les contradictions internes au mouvement national ne sont pas d'ordre stratégique et ne recourent pas des projets antagoniques. Ils reflètent des divergences tactiques réelles. Le courant Amaoui, Fidélité à la démocratie, l'OADP et d'autres sensibilités venus de la « nouvelle gauche » n'ont pas rompu même d'une manière timide avec la conception générale du processus démocratique. Mais à la différence des directions les plus droitières, ils ont compris que la gestion de la crise, l'exécution des politiques néo libérales combiné à l'absence de concessions démocratiques impliquait une perte de crédibilité accélérée et une fracture avec leurs propres bases sociales. Mais aucun de ces courants n'a rompu avec une stratégie de réformes en participant à des institutions et un cadre politique qui n'est pas réformable. Aucun de ces courants ne met au cœur de son activité politique le développement de mobilisations sociales, la construction d'un rapport de forces par la lutte pour arracher des réformes. Leur coalition unitaire avec le PADS qui s'est rajouté n'avait pas d'autre fonction que de constituer un pôle doté d'une surface électorale plus conséquente. En définitive, eux même sont discrédités : aux yeux des larges masses, ils ne sont pas qualitativement différents des autres. Même sans doute une partie de leurs propres bases n'a pas suivi leurs consignes.

Du point de vue de ces forces, le G5 n'avait pas d'autres finalités politiques que de rassembler tous les courants de gauche ou se situant à la gauche de l'USFP dans un cadre politique permettant de neutraliser l'émergence d'une véritable opposition démocratique radicale tout en préparant les bases d'une coalition électorale et institutionnelle.

La VD s'est retrouvée isolée. Non seulement, elle n'a pu peser sur le débat et le choix de ces forces mais elle a perdu en cours de route « son allié socialiste ». Et ces forces ne se sont pas non plus mobilisées pour défendre son droit démocratique à défendre sa position du boycott

Le bloc démocratique n'est en rien radical même si la présence de la voie démocratique lui donne une caution radicale que ses alliés rejettent d'ailleurs au moment où les choses sérieuses pour eux se présentent : les élections. Ce n'est pas une histoire de tactiques différentes où d'analyses politiques qui nécessitent débat et expériences politiques communes. Le positionnement de la gauche dite démocratique n'a pas que des racines idéologiques, il repose sur une base matérielle solide : l'existence de bureaucratie sociales et politiques avec un ancrage institutionnel fort qui sert de terreau à sa propre reproduction. Ce qu'a d'ailleurs très bien compris le pouvoir. Aucune radicalisation politique n'est à attendre de ce côté même dans le cadre d'une lutte pour de simples réformes.

2) *L'unité des socialistes radicaux* : l'autre face de la stratégie de la voie démocratique a signé son acte de décès sans d'ailleurs avoir réellement vu le jour puisque cette unité n'a abouti à aucun front

commun sur le terrain des luttes politiques et sociales. Et a éclaté à la première divergence sérieuse. Il y a d'ailleurs un problème avec cette notion de socialiste radical. Suffit-il de proclamer son attachement au « socialisme scientifique » pour faire preuve de radicalité. Ce n'est un secret pour personne que la différence entre le socialisme combatif, d'émancipation, révolutionnaire et les autres variétés du socialisme d'adaptation repose sur trois lignes de clivages : la rupture avec l'exploitation capitaliste par l'expropriation de la bourgeoisie et l'abolition de la grande propriété privée des moyens de production, la rupture non pas seulement avec une forme de régime politique mais avec l'ensemble de l'appareil d'état et ses institutions et son remplacement par une démocratie socialiste où le pouvoir réel et légal est sous le contrôle des travailleurs, la centralité de la lutte et des mobilisations de masses, de leur auto-organisation dans une stratégie de changement. Le PADS historique ou actuel a toujours été à des années lumières de ces perspectives, qui même lointaines, constituent pour les militants anticapitalistes le cadre stratégique de leur intervention immédiate. Bien plus cet allié socialiste radical a rejoint le camp de la gauche institutionnelle sans secousses majeures.

Nous avons déjà noté dans un numéro d'Alternative Socialiste consacré à l'analyse du congrès de la voie démocratique les limites et contradictions de l'orientation de ce courant. Notamment la confusion entre la nécessaire bataille pour l'unité d'action de toute la gauche sociale et politique sur des revendications démocratiques et sociales concrètes, unité d'action tournée vers la mobilisation, et la question de la construction d'une alternative démocratique radicale globale. Celle-ci suppose un accord politique au moins sur une question fondamentale : l'indépendance par rapport aux institutions de l'état et donc le refus d'une participation à la gestion de la crise. Si il y avait cet accord, le débat sur la question de la participation aux élections aurait pris un autre sens : tactique possible ou non dans les conditions concrètes aujourd'hui : rapport entre participation électorale et construction d'une expérience de lutte politique indépendante. ? Cela n'a jamais été le souhait, ni la volonté des composantes réformistes du G5. Et on voit bien que le contenu de la campagne qu'ils ont menée visait d'abord à montrer leurs compétences et sens des responsabilités, bref leur aptitude à participer à une « bonne gouvernance ». Il s'agit non, pas d'un programme qui donne une expression politique aux aspirations et revendications sociales portées par les mobilisations de cette dernière décennie, mais de vagues réformes où la question sociale est radicalement noyée dans des considérations générales et la question politique réduite, à la création de marges démocratiques formelles, dans le cadre d'un système absolutiste. Il n'y a donc pas qu'un différend tactique conjoncturel qui est clos une fois finie la séquence électorale. Mais bien un différend de fond sur le contenu et les moyens de la lutte démocratique. Nous avons également noté que l'unité des socialistes radicaux pour être un point d'appui à la construction d'un parti indépendant nécessitait une unité sur le terrain de la lutte des classes et une vision commune des tâches, à travers bien sûr des expériences communes mais aussi une bataille politique, idéologique visant à des clarifications sur toutes les questions décisives. Dans la réalité, la VD n'a pas mené de batailles politiques sur les divergences : l'unité devenant un consensus minimum entre fractions politiques à partir de considérations tactiques différentes : la VD cherchant à gagner un espace politique et une reconnaissance, les autres composantes à neutraliser l'expression et le développement indépendant d'une gauche radicale, voire à peser de l'extérieur pour imposer à celle-ci une autolimitation politique. En définitive, lorsque la VD a affirmé à juste titre son refus de la mascarade, elle s'est retrouvée profondément isolée. Plus largement ce type d'alliance (contenu politique et modalités de construction) n'a permis ni une avancée dans la construction d'une référence/pôle démocratique crédible aux yeux d'une partie de la population, ni un plus grand enracinement des militants révolutionnaires.

### ***c) Le courant El Mounadil : le Maroc n'est pas la Russie***

Ces camarades notent à juste titre que tous les partis concurrents ne sont que le visage d'un parti

unique au service de l'exploitation et de l'impérialisme, qu'il n'y aura pas de changement véritable sans les luttes populaires et la construction d'un parti révolutionnaire. Pour autant, la lecture de leurs communiqués comme d'articles parus dans le journal soulève des interrogations. Les camarades ont suggéré à plusieurs reprises la possibilité des courants anticapitalistes de participer aux élections et au parlement, comme l'aurait fait à certains moments les bolcheviks, afin de mener un large travail d'agitation et de conscientisation politique et d'accélérer la crise du pouvoir. Le choix d'un boycott ne saurait être érigé en principe, d'autant plus qu'il ne contient pas par lui-même une possibilité de politisation. Pour qu'il le soit, il ne s'agit pas seulement d'appeler au boycott ou à la non participation mais de mener une campagne de masse sur des propositions politiques alternatives. D'un point de vue général, on pourrait être d'accord, la participation aux élections relevant du domaine tactique, à apprécier en fonction des conditions concrètes de la lutte politique. Les camarades de la voie démocratique ne disent d'ailleurs pas autre chose.

Cependant, l'architecture institutionnelle du pouvoir ne ressemble en rien à l'autocratie tsariste. Pas plus que les conditions politiques ne sont les mêmes. Disons clairement que si les révolutionnaires (au Maroc) un jour ont la possibilité, d'aller au parlement, cela signifierait qu'il y a un tel bouleversement des rapports de force et une crise politique ouverte que ce serait d'autres tâches qui se poseraient à eux et qu'il serait même hasardeux de penser qu'il y aura des élections. Ce débat n'a pas d'incidence immédiate. Le problème est ailleurs et concerne d'ailleurs toute la gauche radicale : la compréhension de la période et des tâches qui en découlent.

### **Fin d'un cycle : redéfinir un nouveau projet révolutionnaire**

Tout le monde voit bien qu'il y a une crise majeure des perspectives politiques radicales, que la classe ouvrière et ses alliés sont désarmés à tous les niveaux, que la crise n'est pas seulement celle des orientations et des directions mais de toutes les formes d'organisation et expériences antérieures. La dégradation des rapports de forces sociaux suite à l'accumulation des défaites ouvrières et populaires dans les luttes quotidiennes, la dégradation des rapports de forces politiques (intégration de l'opposition historique à la gestion du système, droitisation des courants dits démocratiques, alignement des directions syndicales sur l'agenda néo libéral et du pouvoir, enracinement des courants islamistes sur fond d'une capacité maintenue et renouvelé des classes dominantes à poursuivre leur offensive), tout cela pèse lourdement. Allons plus loin, les nouvelles générations, celles qui seront présentes sur la scène sociale et politique dans les années à venir, connaissent une fracture avec les idées, le combat, la mémoire de la gauche ou plus largement du mouvement ouvrier. Dire cela ce n'est pas se résigner, car les résistances ne manquent pas et l'ampleur des contradictions sociales et politiques sur fond de crise de légitimité de la démocratie de façade générera encore et encore des luttes. Mais nous devons faire preuve de lucidité. Pour éviter deux impasses majeures :

#### **a) dépasser le démocratisme radical**

La première est de ne pas voir que les courants démocratiques liés ou issus de l'expérience du mouvement national ne sont plus des points d'appui à la reconstruction d'une alternative démocratique et sociale radicale. Sous produit de la crise de l'opposition historique, leurs directions ont été incapables de rompre avec le cordon ombilical de la gauche sociale libérale : acceptation du cadre institutionnel, autolimitation des revendications, extériorité ou rapport artificiel aux mobilisations sociales et populaires, adaptation bureaucratique à un travail de masse et intégration carriériste à une société civile largement verrouillée, faible ou absence de légitimité aux yeux des classes populaires, coupure vis-à-vis des nouvelles générations, défense d'un vague programme de régulation de la mondialisation. ...Les courants ou sous courants issus de cette crise connaissent un

déclin politique, social et idéologique dans le cadre d'une nouvelle période qui exige des défis colossaux de réorganisation d'une opposition sociale et politique sur des bases claires de la lutte démocratique et anticapitaliste. Il nous faut comprendre que c'est la fin d'un cycle historique. Celui de la fin de la structuration du champ politique à partir de la contradiction entre le mouvement national au sens large et le palais, celui de la fin de la légitimité sociale (relative) de ces partis aux yeux d'une fraction de la population. Nous devons dire les choses telles qu'elles sont : l'intégration institutionnelle est achevée et irréversible pour l'ensemble de ces courants et ils ne portent plus en eux un potentiel de transformation sociale et politique même limité. Dire cela ne signifie pas qu'ils sont notre adversaire principal, que n'existent pas en leur sein des militants démocrates et honnêtes, qu'il ne faut pas, dans des circonstances précises et autour d'objectifs précis, mener une bataille unitaire mais aucun courant, aucune direction de ces courants ne peut être un partenaire solide et réel à la construction d'une alternative. Et pas plus hier qu'aujourd'hui, ils ne tireront un bilan honnête et critique de leurs propres échecs.

## **b) Reconstruire le mouvement ouvrier et populaire et un nouveau parti**

Il s'agit d'abord de reconstruire et de construire tout court et très souvent d'une manière élémentaire les bases d'un renouveau d'un mouvement ouvrier et populaire indépendant. Nous ne pouvons le faire dans une situation défensive, qu'en déployant une résistance sociale et politique qui permettent de redonner corps à une large politisation, à l'envie de s'organiser et de lutter sur la durée, à prendre conscience de l'existence d'intérêts communs entre exploités, à rendre crédible, au moins aux yeux des secteurs les plus combatifs, la nécessité d'une rupture radicale, démocratique et anticapitaliste. Nous ne le ferons qu'en reconstruisant sur des bases de classe le mouvement ouvrier et démocratique. Mais à partir de là, il nous faut éviter une deuxième impasse : Celle de penser que tel ou tel courant a les forces ou aura les forces à lui tout seul pour incarner une alternative crédible. Qui sérieusement aujourd'hui peut prétendre avoir les forces et l'orientation adéquate pour « unir, rassembler, développer les luttes » ? Pour donner une assise de masse à la construction d'instruments de défense organique ? Qui peut prétendre pouvoir incarner la possibilité de rassembler les forces vives dans la construction d'un parti révolutionnaire ? Qui sérieusement peut défendre qu'aux yeux des larges masses les divisions de la gauche anticapitalistes sont compréhensibles et un facteur positif de lutte ? Allons plus loin, ces divisions sont-elles légitimes aujourd'hui ? Se revendiquer du marxisme léninisme (et ses différentes interprétations) ou du trotskisme (et ses diverses interprétations) ou d'un autre « isme », n'a pas de sens. Pour une série de raisons fondamentales. Les clivages qui ont structuré le mouvement ouvrier depuis octobre 17 n'ont plus la même signification. Le mouvement réel a balayé le stalinisme et ses dérivés, tout comme il a acté la faillite historique de la social démocratie et des mouvements nationaux bourgeois ou/et populistes. Tout comme il a mis en valeur les limites même de l'expérience authentiquement révolutionnaire des bolcheviques sur la période 1917-24.

Le problème auquel on est confronté aujourd'hui après les défaites et les tragédies du siècle dernier qui ont discrédité l'idée même de révolution, qui ont dénaturé les idéaux d'émancipation, est celui de reconstruire un projet d'émancipation qui partent des conditions actuelles de la lutte des classes. Il ne s'agit pas de faire table rase du passé, nombre de leçons restent d'une actualité vivante et on ne construira rien de solide sans la compréhension de l'histoire du mouvement ouvrier, de ses succès et de ses échecs. Il ne s'agit pas de repartir de zéro. Mais de comprendre que les processus de radicalisation politique ne se réfèrent pas à tel ou tel héritage ou telle ou telle tradition. Aucune d'autre elle ne peut prétendre être la synthèse actuelle et vivante des combats d'hier et d'aujourd'hui. Ce dont on a besoin est moins un parti délimité par des références stratégiques et programmatiques anciennes qu'un parti de combat, nécessairement anticapitaliste et nécessairement pluraliste, qui aide à faire un pas en avant pratique dans la construction de l'indépendance de classe, politique et sociale, des exploités. Qui aide à surmonter la crise du



mouvement syndical, la faiblesse des organisations de lutte, l'éparpillement et isolement des luttes, le décalage énorme entre combativité et conscience de classe, qui construit aussi une continuité et une mémoire de lutte. Qui soit capable d'organiser les expériences de luttes de manière à ce qu'elle forge une conscience de classe.

D'autant plus qu'il n'y a jamais eu de véritable partis ouvriers de masse au Maroc ou des expériences significatives de construction d'un mouvement ouvrier indépendant. Un parti forcément indépendant des institutions et de la gauche institutionnelle et qui place au cœur de sa stratégie les mobilisations et leur auto organisation. Qui soit concrètement utile et efficace dans la reconstruction d'un rapport de force global. Un parti dont le centre de gravité est la recherche de l'enracinement et la conquête des classes populaires et qui met au centre de sa politique, la volonté d'unir, de rassembler, d'étendre les luttes et les résistances et de forger en leur sein une volonté politique commune : celle d'en finir avec le capitalisme, toutes les oppressions et le despotisme politique. . Aujourd'hui, le débat n'est pas de savoir comment faire la révolution (guerre populaire, grève générale, guérilla) ni même quelle transition ou quel contenu au socialisme. Personne n'est en mesure, et c'est vrai à l'échelle internationale, d'indiquer une stratégie de conquête du pouvoir. Parce que l'état réel de la lutte des classes ne permet de rouvrir et de trancher d'une manière concrète des discussions sur les perspectives stratégiques lointaines. Le parti dont on a besoin naîtra d'un long processus de croisement d'expériences nouvelles et anciennes, d'incorporation des meilleures tradition du mouvement d'émancipation sociale ouvrier et de réarmement politique et programmatique et sera nécessairement pluraliste en son sein.

Par contre l'enjeu immédiat de la période est d'organiser, politiquement et socialement, la résistance sur une base anticapitaliste. Et dans ce cadre nous savons qu'une subordination à la gauche institutionnelle est mortelle pour l'alternative, tout comme la division de la gauche réellement radicale. Les références, les expériences décisives qui permettront une refondation crédible d'un projet révolutionnaire, d'un socialisme du 21ème siècle, ne sont pas derrière nous mais devant nous. Aucun dogmatisme ou conservatisme d'organisation n'est permis dans cette situation. Les références au passé, à la trajectoire politique de tel ou tel courant, aux sacrifices consentis, aux particularités idéologique ne change rien au fait : toute la gauche anticapitaliste est en crise. Toutes ses composantes sont minoritaires, très minoritaires dans la société. Aucune n'est suffisamment crédible, une fois sortis des réseaux militants. Et même dans ces réseaux, le doute, la démoralisation sont largement présents. Aucun activisme, aucune défense propagandiste d'un programme général (qui reste à reformuler, adapter et enrichir et surtout à matérialiser dans un programme d'action) et des grandes leçons de l'histoire ne suffira à répondre aux tâches et défis du présent.

### **c) Pour une politique d'unité anticapitaliste**

Partant d'un constat. Il y a bien deux orientations à gauche : une d'adaptation au social libéralisme et aux institutions et une orientation de combat et d'indépendance par rapport aux intérêts des classes dominantes. Les événements politiques et électoraux récents l'ont montré une nouvelle fois. Une a accepté la mascarade, l'autre l'a refusé. Dans celle qui nous intéresse : il y a la voie démocratique, khydec , les camarades El mounadil et ceux de solidaires, auquel il faut rajouter d'autres groupes moins organisés. Il y a la nécessité de mener une vraie politique d'unité et de rassemblement des courants anticapitalistes. Non pas, pour créer un nouveau parti , les conditions ne sont pas réunies à cette étape, mais pour aller vers un front capable de polariser les secteurs les plus combatifs, de donner aux idées anticapitalistes un espace politique plus significatif. Un front dont l'objectif n'est pas de régler les différences stratégiques et tactiques, ni même d'obtenir un accord sur le bilan du passé, chacun garde une liberté d'action et de critique mais qui pousse ensemble dans la même direction.

A travers des campagnes de masses qui visent à défendre jusqu'au bout, par la lutte, les intérêts

sociaux et démocratiques des classes populaires. Un front qui vise à échanger les expériences, qui discute de comment mieux organiser la lutte contre l'adversaire commun, un front qui tisse des rapports de confiance entre militants, qui favorise des expériences communes et tourné vers l'action. Un front ouvert, qui s'adresse à tous ceux qui veulent réellement changer la société, aux démocrates conséquents qui refusent l'électoratisme et l'adaptation de leurs partis à l'ordre dominant, un front qui s'adresse aux militants du mouvements social et syndical. Un front capable de développer une politique unitaire avec toute la gauche sociale et politique mais sur la base de revendications d'objectifs de lutte concrets, tout en préservant son indépendance et sa liberté de critique. Un front dont l'objectif n'est pas d'essayer de pousser à gauche les directions des « forces démocratiques », ce qui serait qu'une illusion, mais de construire une opposition politique réelle indépendante à 100% du pouvoir. Un front dont la préoccupation permanente est d'abord de se lier aux majorités populaires qui ne sont organisées nulle part et aux nouvelles générations qui ne portent pas le poids des défaites antérieures. Un front capable d'innover en termes de pratiques de lutte, de redéfinir les moyens et les axes de construction d'une véritable opposition de lutte dans le travail de masse.

Nous n'avons aucune illusion sur le fait que l'addition de ces courants, tous minoritaires, suffira à bouleverser la situation, mais il s'agit d'un premier pas vers une dynamique nouvelle. Nous n'avons pas d'autre choix que de partir de ce qui existe réellement, non pas pour additionner nos faiblesses mais pour travailler résolument à la sortie de la crise. Nul ne détient la vérité révolutionnaire et les défis sont complexes. Nous devons, quelque soit nos histoires particulières et nos différences, être à la hauteur des enjeux. Nous avancerons ensemble ou nous serons défaits les uns après les autres. Le facteur temps n'est pas neutre en politique. La crise de la démocratie de façade n'implique en aucun cas le ralentissement de l'offensive des classes dominantes qui vise centralement à réduire à néant l'espace d'une opposition organisé et à asphyxier tout potentiel de résistance. Pas plus qu'elle n'empêche la maturation d'une alternative islamiste crédible à l'extérieur de l'échiquier politique officiel. Faudra t'il attendre une plus grande dégradation des rapports de force et des conditions de lutte plus difficile pour réagir et dépasser tout sectarisme d'où qu'il vienne ?

Ce que nous posons comme tâche immédiate est parfaitement raisonnable. Nous ne demandons à personne d'abdiquer ce qu'il est ou de se renier. Mais de marcher ensemble, de travailler à des convergences durables, à cerner les divergences secondaires et essentiels sans que cela soit un obstacle à l'unité, sans les dissimuler non plus mais en laissant le temps au débat fraternel et l'expérience commune les moyens de les vérifier et de les traiter démocratiquement. Ce front doit se lier réellement aux résistances sociales et démocratiques, se construire sur des bases militantes et indépendantes et revendiquer clairement son identité anticapitaliste mais il n'est pas un but en soi. Il est un point de départ pour commencer à l'échelle de nos forces à peser sur les événements de la lutte des classes, à redéfinir l'ensemble des tâches qui sont posés pour la construction d'une alternative globale. L'unité, sur des bases claires, est une urgence pour la résistance et l'avenir.

Les camarades de la voie démocratique ont une responsabilité particulière, en raison de leur implantation et histoire dans la situation qui s'ouvre pour rendre possible une telle perspective. Leur appel à la construction d'un front social et politique avec toutes les composantes de la gauche radicale va dans le bon sens. Mais sur la base de rapports strictement démocratiques et de lutte, tous les courants anticapitalistes doivent également prendre leurs responsabilités. Pour notre part, nous sommes prêts à y contribuer. Dans ce sens nous proposons la tenue d'une conférence nationale ouverte à tous les courants et militants anticapitalistes. Non pas pour faire des discours mais définir un plan de travail, des axes de campagne de masse, un échange pour arriver à un accord politique de lutte sur les tâches immédiates tout en se donnant les moyens méthodiques de discuter des moyens de lutter efficacement à court et moyen terme. Tout cela évidemment accompagné et précédé d'un large débat fraternel et exigeant. Nous ne réglerons pas tout en une seule fois mais il

s'agit d'engager un processus de formation d'un front à partir des enjeux concrets de la lutte des classes dans une situation défensive. D'avancer pas à pas en marchant ensemble, d'élaborer en luttant.

---

**P.-S.**

\* Chawqui Lotfi est militant d'Alternative socialiste.